

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 103 - VENDREDI 15 AVRIL 2011

LE MERLE MOQUEUR

Quand un homme politique tel que Dominique de Villepin, d'avoir trop lu Hessel sans doute, propose une «révolution de la dignité», je crois qu'on ne peut plus, dès lors, que rêver à la dignité d'une révolution

AGENDA MILITANT

→ 12-22 Avril

St-Denis [Féminisme-Enjeux](#)
[Stage Acteurs-relais](#)

→ 21 Avril

Martigues [Initiative «D'ailleurs nous sommes d'ici»](#)

→ 22 Avril

Paris [Salah Hamouri - Action surprise de soutien](#)

→ 29 Avril

Saint-Denis [Appel du Collectif anti-raciste](#)

→ 7 Mai

Saint-Denis [Assises de l'Immigration Tunisienne pour des cahiers de doléances](#)

À LIRE SUR [communistesunitaires.net](#)

→ Monde

Libye - [Nouvelles contributions](#)
Côte d'Ivoire - [Sens et portée des interventions](#)

→ A lire

[Education populaire et politique](#)

→ A voir

[L'héritage - conte théâtral](#)

Démons et divisions de la droite

La droite semble entrée dans une zone de turbulence aigüe. D'un côté, les partisans d'un rapprochement avec l'extrême droite - ses idées aujourd'hui, l'organisation frontiste demain - se sont organisés. La « droite populaire » occupe le créneau de la surenchère xénophobe ; ses valeurs sont « *l'ordre, la liberté d'entreprendre et la sagesse budgétaire* ». De l'autre, une partie des dirigeants et des militants reste « moralement » hostile à la porosité avec les idées racistes. Certains sont déjà prêts à une alliance avec le Parti socialiste. Entre ces deux options : la plupart du personnel politique UMPiste continue (provisoirement ?) à manger à la table sarkozyste.

Claude Guéant est un poisson pilote qui doit permettre de vérifier jusqu'où l'électorat de droite serait prêt à suivre une métamorphose antilibérale (contre les libertés) des libéraux (économiques). C'est du top niveau institutionnel, de la tête de l'Etat, que vient la décision de mettre la xénophobie au cœur du projet politique de la droite. Les apprentis sorciers ont probablement raison de penser que la tentative de se refaire une santé sondagière grâce aux nouvelles guerres engagées ces dernières semaines - qui ont l'agréable corollaire de relancer la Françafrique - ne pourront suffire à garder le pouvoir en 2012.

Il va peut-être dépendre d'un Alain Juppé et de quelques autres, de tenter une troisième option : la relance d'une droite plus traditionnelle, libérale avec un petit vernis social. Mais ils ont un gros problème : quelle alternative proposer à la faillite du « *travailler plus pour gagner plus* » de Sarkozy, dont ils se revendiquent encore ?

D'autres, François Bayrou depuis longtemps, Dominique de Villepin maintenant, estiment que la fuite en avant libérale a vécu, et qu'il faut proposer un nouveau pacte social, en redonnant du pouvoir à l'Etat. Il faut entendre l'ancien Premier ministre porter la création d'un revenu citoyen d'un montant de 850 euros, portant le fer contre l'argument qu'il s'agirait d'une rémunération de l'oisiveté : un gauchiste ! Reste que derrière les effets d'affichage le problème est, là aussi, de rendre crédible un projet. Résultats possibles à moyen terme de ces mouvements entamés et encore incertains, sur l'échiquier politique global : la montée en charge d'un pôle libéral-sécuritaire comprenant les racistes ; celle d'un pôle social-libéral, comprenant une partie du PS et des morceaux captés à droite... Quant à la création d'un pôle de la gauche de rupture avec le capitalisme, elle nécessiterait une transformation du Front de gauche, une jonction avec une partie du PS et avec le NPA, et surtout des mouvements populaires de grande ampleur.

● GILLES ALFONSI

Travail / activité humaine, rémunération, société

À l'occasion de la coordination nationale de la FASE des 2 et 3 avril dernier s'est tenu un atelier intitulé "revenu socialisé". Plusieurs points de vue s'y sont confrontés, qui peuvent paraître dans un premier temps très contradictoires. Peut-on les dépasser? Nous proposons avec Cerises de poursuivre ce débat, et de contribuer à construire un consensus dans le cadre du processus fédératif.

Les problématiques apparues dans le débat

Comment articuler visée de transformation de la société et revendication immédiate? Revendiquer un revenu minimum d'existence permet-il de s'inscrire dans une visée de dépassement du salariat?

Doit-on continuer à lier travail et emploi et donc rémunération? Le salaire prend déjà en compte des éléments «hors travail», pourquoi ne pas prendre appui sur ces acquis fondamentaux pour exiger que chacun soit rémunéré à partir de sa majorité et jusqu'à sa mort en fonction de sa qualification? Qui décide alors des niveaux de qualification? Et quelle doit être l'échelle des salaires?

Quelles sont les activités productrices de richesse? Sont-elles nécessairement liées à l'emploi? Peut-on considérer comme travail des activités situées hors du lien de subordination avec un employeur?

Vous trouverez ci-dessous les contributions de Pierre Zarka, Michel Rousseau, Jean Paul Leroux, Bernard Floris qui comptaient parmi les participants à l'atelier, et pour replacer le débat travail/rémunération dans une réflexion plus large sur travail et société, une contribution de l'atelier travail de l'ACU.

● SYLVIE LARUE

Travail et société

Transformer la nature, produire des biens et des services pour satisfaire des besoins multiples, le travail participe à la construction d'une société vivable pour tous. On parle souvent du travail comme la part de l'activité humaine que nous consentons à vendre en échange d'un salaire. Ce qui fait société, ce n'est pas seulement cette part d'activité humaine isolée des autres, ce

sont aussi toutes les activités qui se situent hors de ce travail salarié et qui contribuent au développement de la personnalité du travailleur et qui doivent être de ce fait considérées comme étant créatrices de richesses ou plus exactement les activités humaines prises dans leur ensemble sont créatrices de richesses : du bricolage au jardinage, de la participation à la vie associative, la vie politique à la participation à la vie culturelle,

ou du travail domestique, trop souvent encore assuré par les femmes, à l'éducation des enfants.

Si toutes ces activités font société, comment la société le prend en compte?

Les retraites, les congés payés, les congés maternité, et paternité, l'assurance maladie, l'assurance chômage, sont des inventions sociales qui permettent aux hommes et aux femmes d'être rémunérés hors du temps consacré ●●●

●●● au travail contraint. Ces systèmes sociaux prometteurs permettent de dépasser la notion de salaire uniquement indexé sur le temps de travail contraint effectif. Ils permettent d'envisager le fait d'assumer l'individu dans toute son existence et de parler d'unité de l'activité humaine. Dès lors ne faut-il pas considérer que dès la sortie de la tutelle parentale et jusqu'à la mort, la société doit permettre à chacun de toucher un salaire ? N'est-il pas temps d'inventer une sécurité sociale du revenu et donc de changer ce que l'on appelle la rémunération ? N'est-ce pas aussi la seule réponse à la précarité ? Et n'est-ce pas déjà ce terrain qu'investissent les forces du capital en tentant de passer à la « flexi-sécurité » ?

Avoir l'objectif de diminuer le temps de travail est indissociable de l'objectif de changer le travail.

Le temps consacré au travail contraint a beaucoup diminué et les revenus ont augmenté. Au 19^{ème} siècle on travaillait en moyenne 3 000 heures par an, aujourd'hui 1 500 heures. La production et la productivité ont augmenté. Depuis 1960 le PIB a été multiplié par 3 et la durée annuelle du travail a baissé d'un tiers. Le capitalisme tente d'inverser la tendance.

Diminuer le temps de travail contraint reste un objectif pour l'émancipation des individus. L'extraordinaire développement de la productivité aujourd'hui rend possible une nouvelle diminution du temps de travail, comme elle rend possible l'éradication du chômage et de la précarité qui demeurent une arme aux mains du patronat pour dégrader la condition salariale dans son ensemble. C'est encore la réponse à un combat immédiat contre le chômage.

Avoir l'objectif de diminuer le temps de travail est indissociable de l'objectif de changer le travail. Le travail s'est profondément transformé. Il fait de plus en plus appel à l'intelligence, à la pensée. L'équilibre entre temps libre et temps de travail doit être repensé aussi à travers

cette évolution. Nos activités hors travail nous transforment et c'est en tant que sujet transformé par elles que nous abordons les situations de travail.

Mais ces évolutions sont marquées par des faits qui nous alertent sur les nouvelles formes d'exploitation dans le travail et qui ont conduit trop de salariés à mettre fin à leur vie sur le lieu même de leur travail.

Les organisations du travail sont marquées par la recherche du profit et de la rentabilité. Ainsi le taylorisme consistait à morceler le travail en tâches simples et répétitives individuellement optimisées et à payer les employés au rendement. Cette méthode de travail a engendré beaucoup de souffrances et de démotivation au travail. Pour y remédier on a inventé des formes de participation des travailleurs aux décisions concernant la production, rotation des postes, élargissement des tâches, la responsabilisation et les cercles de qualité. Puis on a élaboré de savantes techniques de management.

Mais face à une socialisation croissante du travail, le patronat adapte l'organisation même du travail. Alors que travailler c'est de fait coopérer avec d'autres, l'organisation du travail actuelle tend de plus en plus à individualiser les sorts de chacun(e), à substituer la concurrence à la coopération. Alors que le travail a besoin de faire de plus en plus appel à la pensée à l'initiative, le patronat crée de nouvelles formes de dominations : la course au résultat, la notion de « compétence » d'« employabilité », « d'esprit d'entreprise », la demande de se juger soi-même, la volonté de culpabiliser, sont de nouvelles formes d'embrigadement poussant à l'auto-exploitation, à la soumission et à se mettre continuellement en conformité avec sa hiérarchie, et ce, quel que soit le rang que l'on occupe dans l'entreprise. La pensée est à la fois exigée et interdite. Les travailleurs sont sollicités car ils doivent se débrouiller seuls dans des situations de plus en plus complexes mais ils sont tenus éloignés de l'élaboration des objectifs et de leur évaluation. Ils sont évalués mais leur propre évaluation des finalités de leur travail est le plus souvent refoulée. Ils sont ainsi mis dans des situations où on leur de-

mande de travailler de plus en plus vite avec de moins en moins de moyens, où effectuer un travail de qualité devient impossible. De telles évolutions non seulement créent des souffrances au travail mais vont jusqu'à remettre en cause l'efficacité des méthodes de production.

Cette réalité pèse non seulement sur les luttes au sein des entreprises mais sur ce que nous appelons la conscience de classe. Investir la question du travail et de ce qu'il devient est un enjeu politique majeur, trop souvent réduit à l'amélioration des conditions de travail. Penser le travail, développer des liens nouveaux entre conception et réalisation, coopérer nécessite du temps incompatible avec la recherche effrénée de rentabilité et d'accumulation du profit. Les mutations du travail nécessitent un incessant renouvellement des connaissances. Dans l'industrie, ce qui prédomine, ce sont des activités de conduite d'installation, de contrôle, de surveillance, d'échange d'informations, de gestion des données, de diagnostic ; dans le secteur tertiaire, notamment dans les services, l'interaction avec le public nécessite de nouvelles compétences. Les salariés deviennent potentiellement qualifiés pour accéder à la maîtrise des décisions de l'entreprise.

Penser le travail, développer des liens nouveaux entre conception et réalisation, coopérer, nécessite du temps, incompatible avec la recherche effrénée de rentabilité et d'accumulation du profit.

Faire le choix d'activités utiles, en tenant compte de la gestion des ressources de la planète, en modifiant les conditions sociales de production nécessite de sortir de la tutelle du capital et de s'interroger sur le sens du travail comme le font de plus en plus de femmes et d'hommes. Des agriculteurs qui décident de passer d'une agriculture productiviste, qui met en danger l'équilibre biologique par l'utilisation intensive ●●●

●●● des pesticides et des engrais, à une agriculture soucieuse de l'environnement et de la qualité de ses produits, des salariés d'Aventis qui luttent contre l'abandon de l'investissement pour la recherche d'un médicament qui soigne le cancer du sein au prétexte de sa non rentabilité, ou des travailleurs sociaux qui refusent d'assumer des fonctions de fichage et de repérage des populations à des fins de répression et de sanction.

Si toutes les activités humaines participent au développement de la société, la finalité du travail doit être mise en rapport

Faire le choix d'activités utiles, nécessite de sortir de la tutelle du capital et de s'interroger sur le sens du travail comme le font de plus en plus de femmes et d'hommes.

avec ce principe. Dès lors la question du développement de la personnalité et de la société vont de pair ; la question

de l'écologie fait partie intégrante du développement de la société : détruire la nature condamne l'avenir de toute société et de la personnalité. La finalité actuelle du travail est à la fois la course à un amassement considérable d'argent et un moyen de domination parce que telle est la finalité de la société. Changer la finalité du travail participe du changement de société.

● **Atelier «travail» de l'Association des communistes unitaires**

Rémunération - Activité humaine

Nous devons rejeter tout ce qui maintient une personne dans le statut de secouru. Tout le monde doit être dans la normalité. D'où la nécessité de préciser ce que doit être la normalité de la société. Poser la question de la rémunération commence par poser celle du travail

Il n'y a de solution que par le dépassement du salariat. Qu'est-ce qui est rémunéré, le poste de travail ou la personne en fonction de sa qualification ? La dissociation travail/hors travail réduit la portée de ce qui doit être rémunéré. Le travail se résume-t-il à ces heures passées en entreprise ? Pour un enseignant lire le dernier Goncourt, c'est un passe-temps ou un travail ? Les internes d'hôpitaux sont payés pour apprendre, il y a quarante ans il y avait les IPES, salaire pour apprentis professeurs, cela ne serait pas généralisable ? Il y a déjà des brèches de portée révolutionnaire dans le salariat : congés payés, syndicaux, maternité... Ce ne sont pas simplement des « acquis sociaux » comme on dit souvent, c'est la société qui reconnaît la nécessité de financer des activités non marchandes y compris avec les congés maternité celle de se reproduire. La qualification - toujours évolutive - servant de barème à

la rémunération et permettant de resserrer la hiérarchie des salaires. La « culture managériale » repose sur l'exploitation de « compétences » acquises hors travail et hors formation mais évidemment ne le reconnaît pas, à la fois pour ne pas avoir à financer de tels moments et même pour renvoyer dans la débrouille individuelle ou précarité ce qui n'est pas le temps passé dans l'entreprise.

Cela pose une seconde question : que doit-on considérer comme création de richesses ? Quelqu'un qui se soigne ne contribue-t-il pas à ce que sera la production des richesses ? C'est sur cette base qu'a été conçue la Sécurité sociale. Une femme qui accouche ne participe pas au développement de la société ?

On ne peut réduire les activités utiles à l'emploi et au rapport marchand. Le travail salarié fourni par les infirmières était autrefois assuré sans rémunération par des bonnes sœurs. Ce n'est pas l'emploi qui est producteur de richesses mais toute activité sociale, hormis la guerre et la spéculation. Cette question n'est pas abstraite ou de l'ordre d'un futur lointain et hypothétique. Cela fait maintenant quarante ans que les uns et les autres rencontrent davantage d'échecs que de succès. Il faut s'interroger si nous ne travaillons pas avec les concepts qui nous



sont légués par l'Histoire, qui est aussi celle de l'exploitation, plutôt que de travailler à nos propres concepts : lors du mouvement des retraites, il n'aurait sans doute pas été inutile de considérer que toute activité sociale, même familiale, ou ce qui est de l'ordre de l'élargissement de ses horizons, est profitable à toute la société.

● **PIERRE ZARKA**

Pour une approche temporelle de « travail et revenu »

Les interrogations quant aux articulations entre travail et revenu ne datent pas d'aujourd'hui. Dégager une vision prospective de refondation globale des rapports sociaux et donc de la place du travail dans la société, voire de sa fin ou dépassement, est nécessaire, ne serait-ce que pour savoir où l'on veut aller et comment. Pour autant, les débats dans nos mouvements ne peuvent être déconnectés des situations concrètes auxquelles citoyennes et citoyens sont confrontés dans leur vie quotidienne et des réponses politiques qu'ils attendent tout simplement pour vivre et non survivre, dans une société dominée par le marché, le capitalisme néo-libéral et leurs ravages.

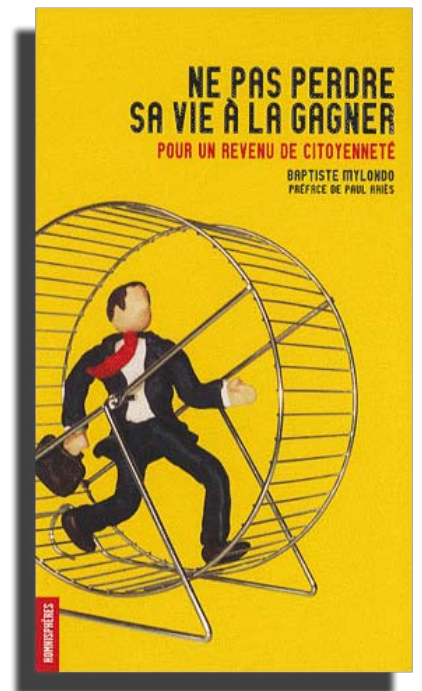
La question du droit à des moyens convenables d'existence pour un niveau de vie suffisant (inscrit dans la Constitution française, la Déclaration universelle des droits de l'homme mais non dans le Traité de Lisbonne...) et celle de la réalité concrète du travail salarié ne se posent pas dans les mêmes termes suivant que la société connaît un « plein emploi » ou le chômage de masse et de longue durée, avec 10 % à 20 % de la population en dessous du seuil de pauvreté en Europe.

C'est ainsi qu'après avoir connu dans les pays dits développés quelques décennies où l'on pouvait vivre de son travail et des garanties sociales et économiques attenantes (salaire minimum, échelle mobile des salaires, sécurité sociale etc.), l'évolution même des conditions de travail entraîna la remise en question de celui-ci, de sa « centralité », pour « *ne pas perdre sa vie à la gagner* ». Par ailleurs, le curseur de la répartition des richesses se déplaça en défaveur du « monde du travail ». Les restructurations industrielles, la casse des acquis sociaux, le chômage de masse et de longue durée, la

précarisation et flexibilité généralisées, la misère, eurent pour conséquence la mise en question de la connexion du travail et du droit à un revenu.

Les situations de crises que nous traversons en ce moment ne font qu'accroître ces contradictions. De par le monde, il y a de plus en plus d'emplois salariés mais aussi de plus en plus de chômage et de pauvres « extrêmes ». L'urgence est d'assurer un revenu garanti à toutes et tous avec ou sans emploi : il faut donc repenser avec force la question de la répartition des richesses et des revenus. Celle-ci traverse aujourd'hui l'ensemble des associations, syndicats et partis politiques européens « à gauche ». Les réseaux de lutte contre la pauvreté revendiquent comme revenu minimum le « seuil de pauvreté » (50 ou 60 % du revenu médian) - l'équivalent de 910 euros en France en 2010 - qui permet tout juste de survivre. De plus en plus de syndicats sont pour un salaire minimum et un revenu minimum européens pour lutter contre le dumping social. Sans résultat à ce jour: la précarisation se généralise et, dans les faits, patrons et gouvernements de l'Union européenne imposent une aide sociale financée par les Etats avec un complément de salaire exonéré de cotisations sociales pour un temps partiel, un travail « citoyen », un RSA « chapeau », du travail contraint etc.... Il y a vraiment urgence à élaborer des revendications communes unifiantes à l'échelle européenne.

Il faut aussi redéfinir les formes du travail, sa place et fonction dans cette société de plus en plus éclatée. La question de la réduction du temps de travail est centrale de ce point de vue. Tant pour la qualité du travail, sa répartition, que pour son partage entre toutes et tous. Les néo-libéraux de l'Union européenne veulent nous imposer partout l'opt-out



(possibilité de déroger à la durée maximale du temps de travail hebdomadaire, déjà de 48h). Non seulement il faut combattre cette logique rétrograde, mais une véritable rupture ne se concrétisera que par une réduction radicale du temps de travail pour repenser les buts et moyens de l'activité humaine, le travail salarié et l'emploi, le revenu et les moyens d'existence pour le « bien-vivre ».

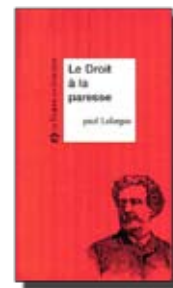
● MICHEL ROUSSEAU

- [Sur les réseaux européens de lutte contre la pauvreté \(EAPN\)](#)

- [Montant des revenus divers en Europe](#)

Cerises est édité
par les CommunistesUnitaires
contact.cerises@gmail.fr
Noyau de cerises : Gilles Alfonsi ,
Michèle Kiintz, Roger Martelli,
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,
Arnaud Viviant

Revenu inconditionnel et gratuité des biens communs



Il n'y a pas de justification logique ou scientifique à vouloir la liberté et le bien-être pour l'humanité et chacun d'entre nous. Comme dirait Weber, il s'agit « d'une rationalité en valeur » et elle est donc de nature politique et philosophique ; pour « transformer le monde » comme disait Marx. La valeur ultime défendue depuis des siècles par les courants anticapitalistes (anarchistes, libertaires, socialistes et communistes) est celle de « l'abolition du travail salarié ». Ce dernier est un des deux côtés de la pièce de monnaie qui constitue le capital. Plus de capital, plus de travail salarié. Le capitalisme a inventé l'emploi rémunéré pour river l'individu à son travail exploité. Quel rapport existe-t-il entre la multitude d'activités fastidieuses ou répétitives pour « gagner sa vie », et toutes celles au contenu émancipateur et solidaire. Réduites à leur strict minimum, les premières devraient être socialement partagées.

Quant aux secondes, qu'Hannah Arendt appelait des œuvres, elles devraient être rendues accessibles à toutes et tous. Lafargue avait osé glorifier « Le droit à la paresse ». Laquelle n'était évidemment pas entendue comme l'indolence permanente, mais comme la réduction maximale du temps de travail social nécessaire à la reproduction des conditions d'existence matérielle. Cette réduction permettrait de se consacrer à toutes les activités, œuvres et ouvrages autonomes et émancipatrices – y compris la paresse – qui créeront une société libre, égale et fraternelle. En particulier elle permettrait l'activité totalement nouvelle de passer du temps à débattre et décider toutes et tous ensemble des choix économiques, politiques et culturels du local au global. Pour cela, il n'y a pas plusieurs chemins. Les moyens de bien vivre devraient être déconnectés de toute activité rémunérée. Cela revient à octroyer un revenu

inconditionnel garanti à tout être humain afin qu'il soit assuré de bonnes conditions d'existence. Ce revenu irait de pair avec l'accès gratuit aux biens communs (ressources naturelles et services publics). La seule condition expresse serait que la production et la consommation respectent les écosystèmes, la réalité physique et le vivant.

Utopie ? Oui, au sens où le remplacement du capitalisme par une société fraternelle est aujourd'hui le plus nécessaire des rêves. Réalisme aussi : les conditions matérielles et techniques de ces objectifs existent déjà depuis longtemps. Il manque « seulement » que cela devienne une exigence populaire massive. Comme le devint la révolution qui coupa la tête au roi de France et fit la République. Impensable durant des siècles !

● BERNARD FLORIS

Une expérience de revenu socialisé

En région Languedoc-Roussillon et Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA) existe une structure « Voisins et Citoyens en Méditerranée (VCM) » qui est un réseau d'associations de personnes en difficulté (Sdf, RSA, sans papier, etc.) ; celles-ci vont des « lieux à vivre » pour des personnes en bout de course, aux « mécanos du cœur » qui permettent des réparations gratuites et font de l'éducation, sans compter de nombreuses épiceries solidaires. Tous les deux ans VCM organise un forum où le débat est centré sur les problèmes des personnes en difficulté, celles-ci participent activement aux débats. En 1999, le forum traitait du Revenu Minimum d'Existence (RME). Quelques remarques issues de ce forum que l'on peut appli-

quer au thème du « revenu socialisé » dont parle la FASE. Il existe actuellement, à côté des revenus du capital et du travail, des revenus qui ne reposent ni sur le capital ni sur le travail (allocations familiale, allocations logement, Apa, RSA, etc.) : ils sont déjà un « revenu socialisé » reposant sur la solidarité et justifié par des impératifs de lutte contre les inégalités. Ces revenus ont une « utilité sociale » et ne sont perçus que sous condition de certains critères (de nombre d'enfants, de ressources, d'insertion, etc.). L'idée du RME pose le problème d'un revenu « inconditionnel » qui est donné pour une simple raison, celle de notre existence. Un tel revenu pose le problème de la « contrepartie » dans toute son ampleur car il est n'en doutons pas, un « revenu socialisé » et peut être justifié



également pour des raisons « d'utilité sociale » puisque la société décidera, pour des raisons qui lui appartiennent, de sa mise en œuvre. L'idée du RME est aussi critique, elle montre que le revenu basé sur le travail et sur la subordination du travailleur doit être reconsidéré si l'on veut parvenir à une société de liberté et de citoyenneté.

● JEAN-PAUL LEROUX ¹

(1) Membre de [VCM](#) et de [Pour une Alternative Citoyenne à Gauche](#) (FASE) – GAP.

Décryptage du projet du Parti Socialiste

Notes de lecture

Il ne s'agit pas d'analyser ce texte dans l'espoir d'y trouver une doctrine de dépassement du capitalisme, et puis là n'est pas la question, nous savons que le Parti socialiste n'inscrit pas son action dans l'alternative radicale. Il convient seulement de savoir si ce texte reste toujours dans la veine d'un projet social-démocrate classique de régulation du capital, ou s'il est le signe d'un glissement à droite, d'un recentrage. Premier constat : je note qu'il est en-deçà des propositions formulées en 1997. J'ai vainement cherché, à défaut de points de ruptures, de voir où sont les amortisseurs sociaux susceptibles d'endiguer la vague libérale qui va s'abattre sur l'Europe avec les préconisations du pacte pour l'Euro. **Bernard Calabuig**

LA NATURE DE LA CRISE

La nature de la crise et les mécanismes qui conduisent à son aggravation sont volontairement occultés. L'accent est mis sur les contraintes extérieures. Il s'agit de faire la part entre : « des contraintes réelles, celles qu'imposent le changement climatique ou qui pèsent sur les fiances publiques, et les politiques décidées par les gouvernements libéraux depuis 10 ans. » (page 12)

Page 7, on peut lire : « La crise actuelle est celle du partage de la richesse ». Page 6 « L'insuffisante régulation du capitalisme amène des crises à répétition ».

Les difficultés ne tiennent pas au système mais à la politique de Sarkozy, ainsi page 7 « La France s'en sort moins bien que d'autres en Europe ». « Notre pays a besoin d'alternance, d'une autre Présidence... » (p.13) Est-on sûr que La Grèce, le Portugal, l'Espagne dirigés par la social-démocratie s'en sortent mieux que la France ? Ce paragraphe fait l'impasse sur les injustices générées par le système, pour le PS, les difficultés tiennent à la politique « du chef de l'UMP ».

L'ANALYSE DU MONDE

elle est la suivante : « les enjeux, changement climatique, explosion démographique, montée des émergents, tout cela entraîne un recentrement du monde...L'Europe n'est plus le centre de l'oc-

cident... Les sociétés européennes sont crispées ». « La conviction que démocratie et marché, droits de l'homme et commerce, vont de pair est remise en cause par les capitalismes de parti unique ou de mafia. » (p.5)

Aucun inventaire sur la participation au pouvoir dans les années 97/2002, en dehors de cette critique évasive : « Les libéraux ont affaibli la protection sociale et le pouvoir d'achat - avec en Europe la passivité de certains dirigeants sociaux - démocrates ». (p.6) Et page 14 : « Les socialistes et la gauche ont une conviction au fond du cœur : la politique peut reprendre le pouvoir sur la finance » Oui, pourquoi alors ne pas revenir clairement sur cette phrase conceptualisée : « économie de marché oui, société de marché non » qui a sonné l'acte de capitulation devant les licenciements boursiers, Vilvorde, Lu, Michelin.

SERVICES PUBLICS

Dix huit mois après la votation citoyenne pour la Poste, en pleine crise énergétique, avec la montée fulgurante du prix du gaz et de l'électricité, le statut juridique des services publics privatisés ou en voie de privatisations n'est pas traité. Les services publics se résument à trois grands chantiers : « L'école, la santé, la sécurité seront au cœur de nos priorités... » (p.24)

Ecole : « personnalisation accru des par-

cours, refonte des rythmes scolaires... Améliorer les conditions du métier d'enseignant..., allocation d'études sous condition de ressources...Accueil des tout petits, notamment par un plan ambitieux de création de places en crèches... scolarisation obligatoire dès trois ans. »

(p.24-25) L'obligation scolaire jusqu'à 18 ans ne figure pas, aucun chiffrage sur le nombre de postes, rien sur la feuille de route de Lisbonne 2000 qui consacre l'adaptation de l'école aux exigences de l'économie mondialisée, l'école pierre angulaire « pour construire l'économie de la connaissance la plus compétitive du monde » voté à l'unanimité des représentants européens, pour ce qui nous concerne il s'agissait de Lionel Jospin. Une réforme pour la rentrée 2013 est annoncée. « Nous engagerons une large concertation avec les enseignants afin d'élaborer une réforme pour la rentrée scolaire 2013. » (p.25). Rien n'est indiqué sur la remise en cause des réformes Darcos Chatel, mise en concurrence des établissements, etc.

Santé : « Renforcer l'hôpital public et le recentrer sur ses missions », « lutter contre les déserts de santé... » « Faire primer la prévention et l'offre de soins de proximité. » (p.25) Pas de remise en cause de la loi Bachelot sur le fond, idem sur les ARS : « recentrer sur ses missions essentielles » est une ●●●

●●● formule évasive par absence de définition des dites missions.

Sécurité : c'est dans ce paragraphe, un des seuls où l'on trouve trace d'un chiffrage : « Nous créerons 10 000 postes de gendarmes et de policiers dont un millier dès 2012 » « ...retour de la police de proximité . » (p.25)

SOCIAL

Retraite : engagement d'abroger la réforme de 2010, (c'est la seule abrogation dans le texte) on n'abroge pas celle de Fillon 2003. « Nous abrogerons la réforme de 2010... nous engagerons la réforme des retraites que nous avons promise : un financement garanti avec une contribution du capital, le droit de partir à 60 ans. » (p.26)

Salaire et pouvoir d'achat : aucun chiffrage, même pas pour le Smic, sinon un constat : *Plus de 40% des Français n'ont pas été augmentés depuis 5 ans alors que leurs dépenses contraintes explosent. C'est inacceptable...* Une promesse : « Nous organiserons une conférence salariale annuelle qui, dans un dialogue tripartite (Etat, organisations syndicales, organisations patronales) et à partir d'un diagnostic de la situation économique du pays, permettra aux partenaires sociaux d'établir un cadre général d'évolution des salaires... » (p.20)

EMPLOI

Je note la constitution d'une banque publique d'investissement, qui regroupera la caisse des dépôts, et autres outils existants. « Elle sera mobilisée au plus près des acteurs économiques pour anticiper, mettre en réseau, reconverter, relocaliser. Elle soutiendra les PME et les PMI pour favoriser la constitution d'entreprises de taille intermédiaire. (p.21)

La protection des salariés contre les licenciements « boursiers » : Les mesures proposées s'inspirent en partie de la loi Hue sur le contrôle des aides publiques à l'emploi, votée en 2000, suite aux licenciements chez Michelin, et Lu, loi qui ne fut jamais appliquée. « Renchérir le coût des licenciements collectifs pour les entreprises qui versent des dividendes... » « Remboursement des aides publiques en cas de licenciements collectifs... » « Possibilité pour les salariés de saisir le Tribunal de Grande instance... » (p 22)

La création des emplois d'avenir pour les jeunes, à temps plein dont la rémunération

n'est pas fixée, « 300 000 sur 5 ans, dont la moitié dès 2012 » soit moins que les emplois jeunes de 1997. Le coût sera financé « par la suppression de la subvention aux heures supplémentaires » (p.20)

EGALITÉ FEMMES-HOMMES

Le texte ambitionne d'en faire une priorité de la législature. « Cela passe par l'égalité des droits et des salaires dans les entreprises : Les exonérations de cotisations sociales seront conditionnées à la conclusion d'un accord sur l'égalité salariale au sein de l'entreprise. » (p.26) Ce qui signifie que le rattrapage se fera par l'impôt, ce sont les salariés qui financeront cette mesure. C'est dire aussi que la politique d'exonération de cotisation sociale qui a mis à mal la Sécu va se poursuivre.

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE

Je ne lis rien sur le retour de la TP, ni sur l'abrogation de la loi. Page 28 « Nous engagerons une nouvelle étape de la décentralisation à partir de 2012. Elle passera par une clarification et une simplification des compétences avec des régions et des pôles urbains fer de lance du développement économique et de la préparation de l'avenir, des départements et des communes centrés sur les politiques de solidarité et de proximité. Une autonomie financière pour chaque collectivité qui se verra affectée une ressource dynamique. » Il s'en suit une ligne sur citoyenneté et mise en place des jurys participatifs. On peut comprendre que Régions et Métropole vont suivre les affaires macro-économiques et les départements et localités s'occuperont du social.

Citoyenneté : Je passe vite sur cette phrase troublante héritée de la pensée « sarkozyste » « en 2012, pour faire vivre la société, la gauche s'attachera à faire respecter les devoirs et les droits. » L'inversion des termes, droits et devoirs en dit long sur la conception du droit.

FINANCES PUBLIQUES

Il s'agit de les « assainir », « rembourser la dette », « la réduction du déficit », le terme est présent à plusieurs endroits dans le texte. « Le déficit public est considérable, autour de 7%, la dette a crû de 300 milliards d'euros... » Pour en conclure que

« c'est la dette qui a financé les « réformes » de la droite ». Il s'agit du passage le plus inquiétant, car les marges de manœuvre n'existent pas. Les recettes sont modestes et 50% seront affectées aux déficits et au remboursement de la dette, (sachez que pour le secteur de l'Education il faudrait 2 points de PIB, en 5 ans, pour répondre aux besoins, soit 36 milliards sur une législature, je prends cet exemple pour comparaison avec les chiffres ci-dessous). Ainsi on peut lire : « Il y a un chemin pour rétablir les comptes publics, mais il suppose de ne pas confondre sérieux et austérité... La France retrouvera à partir de 2013 une croissance autour de 2,5%. Nous affecterons une partie des fruits de la croissance au désendettement en maintenant la progression des dépenses publiques à un niveau inférieur à la croissance. » (p.29)

Sur les 70 milliards de dépenses fiscales créées par la droite : « Nous en annulerons 50 milliards... Nous affecterons ces 50 milliards de ressources nouvelles pour moitié à la réduction de la dette et des déficits et pour moitié au financement de nos priorités. » (p.30). Une taxe sur les transactions financière sera créée, « la moitié de son produit servira à l'assainissement des comptes publics » (p.30).

CONCLUSION

La répétition abusive du mot République inscrit ce texte dans la rhétorique de la « nouvelle gouvernance » initiée par Raffarin en 2002. « La République unifie tout le monde », « elle est au-dessus des idéologies. » « La République » fonctionne comme une abstraction, vide de sens, au dessus de tout, elle est Dieu, un peu comme « Le Parti » dans l'ex URSS. Dans les 10 dernières lignes « Renouer le fil d'une histoire à continuer, celle du patriotisme républicain » plus loin... « Il faudra leur crier Vive la république ... » Par contre le PS ne parle plus du socialisme démocratique, il est vrai que Valls et d'autres ont déclaré il ya peu de temps que « le mot socialisme est attaché à un monde qui a disparu ».

Pour finir ce texte est un compromis entre tous les leaders présidentiables socialistes, un bien mauvais départ.

Tactiques et mise en perspective

Demande a été faite à Pierre Cours-Saliès de restituer pour Cerises une problématique de son intervention lors de la coordination nationale la FASE le 2 avril. Voici sa contribution.

Exercice accepté... : comprendre la situation et préciser un outil pour la changer, le tout en résumant !

Abstention, désarroi et refus

Nous avons à comprendre les abstentions massives ; et pour cela nous souvenir de la participation massive à la présidentielle de 2007. Les refus de voter peuvent se reproduire, ou s'inverser si des groupes sociaux importants se reconnaissent dans des enjeux.

Nous trouvons-là une des formes de domination que le sociologue Max Weber appelait froidement des « pseudo-démocraties » (entre 1917 et 1920 !) : celles-ci fonctionnent grâce à une relative apathie de la majorité, résignée à un équilibre entre les privilèges de l'oligarchie et des concessions qui finissent par « légitimer la domination ». Il y a des variantes, avec de grands partis tout à la fois d'opposition et d'intégration dans les institutions, et d'autres où les opinions sont plus dispersées, et même désorientées (avec souvent des relents chauvins et xénophobes). Ces situations expriment des contradictions qui peuvent ainsi rester sans effet pour une remise en cause des rapports sociaux et des définitions du travail par le capitalisme.

Des élections présidentielles viennent consolider l'impression de « choisir » par la recherche d'une aura « charismatique ». Max Weber faisait de ce sommet de la construction délégataire un moment fort du raffermissement des formes acceptées de la domination politique de la classe capitaliste.

Cette institution doit, selon nos propres

analyses, être combattue, et remplacée par une Constituante afin de rompre avec la République telle qu'elle est par une révolution démocratique.

Percevons les conséquences que peuvent et devraient trouver nos options ! Des « axes de rupture », que nous avons commencé à proposer, veulent contribuer à dégager un horizon, à l'opposé de la résignation qui habite les polarisations par le présidentielisme. D'où la possibilité de débattre, en lien avec les exigences quotidiennes, de contribuer à rendre possibles des ruptures.

« Soyons réalistes » disent et redisent les sociaux-libéraux, plus ou moins écologistes. N'allons pas fuir ces débats : mettons en lumière ce qui est possible et ce qui est souhaitable : le réalisme à la hauteur des crises du monde actuel (écologiques et sociales...), c'est le contraire de la résignation.

Front politique et institutions

Voici un détour, celui des grandes mobilisations autour de 1936, dont on peut souligner combien il ne nous éloigne pas de nos questions actuelles.

En 1934, les Ligues fascistes tiennent le haut du pavé. Pour répondre de façon offensive, la CGT et la CGT Unitaire (PCF pour l'essentiel), fusionnent et refont la CGT, autour d'un ensemble d'exigences à la fois revendicatives et institutionnelles ou politiques : le « Plan de la CGT » comporte, avec des hauts et des bas, une socialisation des principaux moyens de production pour les soumettre à des décisions, le droit à une Sécurité sociale pour la santé

et à des retraites, la réduction du temps de travail et le droit à la scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans... Les garanties de compter pour soi-même et pas pour le marché du travail.

Cela semble excessif aux alliés Radicaux, l'un des grands partis du Front populaire avec le PS et le PCF. Il a donc été fait un programme du Front populaire qui doit être satisfait sans gêner les représentants d'une partie de la bourgeoisie française. L'écart entre les attentes et la situation, avec un patronat qui ne veut pas et d'ailleurs ne sait même pas négocier (à l'époque !) amène à la grève générale qui suit la victoire électorale du Front populaire, vraie défaite de la droite au pouvoir depuis des années.

Il n'y a pas de courant politique large qui défende dans les mobilisations des objectifs liés à une transformation sociale. Léon Blum a dit à l'époque avoir reçu cette grève comme une gifle en pleine figure : « les masses » n'ont pas attendu les capacités gouvernementales de « l'occupation du pouvoir ». Sans cette gifle, Blum n'aurait pas marqué l'histoire.

Aucune propagande d'un groupe révolutionnaire à côté du « Front » ne peut se faire écouter : elle passe pour « extérieure au mouvement ». 1936, ce sera donc « les congés payés », c'est-à-dire la généralisation d'un accord qui avait été obtenu à Renault. Et ainsi une belle affirmation du goût à vivre libre (un peu plus). Bon souvenir, mais le patronat n'y avait perdu aucun contrôle sur aucune institution. Il se débarrassa du Front populaire en novembre 1938, avec la même Assemblée nationale et un changement d'alliances. ●●●

●●● Les exigences exprimées dans le « Plan de la CGT » n'ont pas été perdues : ne pas séparer les droits des individus de prises de propriétés publiques socialisées. Elles forment la trame du Programme du Conseil national de la Résistance. Quelques-uns qui étaient jeunes avant 1940 m'ont dit : « *A la Libération, on a essayé de faire ce qui n'avait pas été fait en 36* ». Une transformation sociale et écologique pour détruire et remplacer le capitalisme et sortir de ses crises ? Oui. Et cela se fait dans un large Front.

● PIERRE COURTS-SALIES

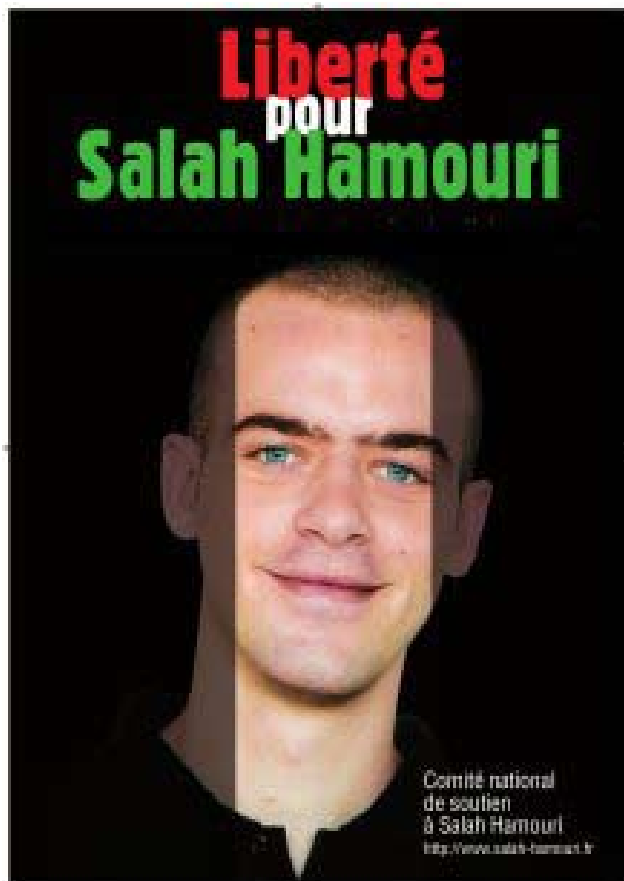
Quelques références :

- Institut CGT d'histoire sociale, *1936, le congrès national d'unité*, 1986. Le choix de ne plus demander de « nationalisations »

pour s'adapter au Programme du Front populaire ne peut s'expliquer sans une analyse internationale. On peut lire, écrit avec les archives du gouvernement de l'URSS, Moshe Lewin, *Le siècle soviétique* (Fayard, 2003), et Victor Serge, *Retour à l'Ouest* (Agone, 2010), ses chroniques écrites de 1936 à 1940.

- Léon Trotsky, *Le mouvement communiste en France* (pp.486-498), éd Minit, 1967. Le texte est issu d'un travail de discussion entre l'auteur et un groupe de militants français, qui préparaient le congrès de la CGT de mars 1935. Cette intervention y a été faite par un militant.

- Max Weber, *Œuvres politiques* (1895-1919), Albin Michel, 2004. Sociologue, il se disait « bourgeois et fier de l'être », engagé politiquement dans la modernisation de rapports sociaux et institutionnels dans l'Allemagne d'avant 1914 et dans les débuts de la République de Weimar.



En prison, en Israël, depuis plus de 6 ans.
Agir avec le [Comité national de soutien à Salah Hamouri](http://www.salah-hamouri.fr)

DELICIEUX

● UN FILM À VOIR !

Non, ce merveilleux film n'est pas une histoire de sexe. Lorsque se déploie la banderole des ouvrières des usines Ford de Dagenham, UK, c'est par un clin d'œil qu'on lit d'abord : « *We Want Sex* », « *Nous voulons du sexe* ». Une fois le mot d'ordre entièrement déroulé, c'est « *We Want Sex Equality* », « *Nous voulons l'égalité entre les sexes* » qui apparaît. Ce mot d'ordre donne son titre au dernier film de Nigel Cole, un film qu'il faut voir absolument.



L'histoire est celle de la lutte de 187 ouvrières qui ont réclamé et obtenu, pour elles-mêmes et pour toutes, l'égalité salariale entre les hommes et les femmes. Cela se passe en mai-juin 1968, de l'autre côté de la Manche. 187 ouvrières qui mettront

à genoux le géant de l'industrie automobile. Margaret Thatcher n'est pas encore passée par là.

Émouvant, drôle, intelligent, sensible, comment ne pas multiplier les adjectifs pour évoquer ce film, par ailleurs superbement interprété, sans la moindre fausse note, et où tout est vrai. De la corruption des fonctionnaires syndicaux à la lâcheté de Harold Wilson, Premier ministre travailliste de l'époque, en passant par la détermination des grévistes pour obtenir leurs droits. Comment les rapports entre les salariées, comme à l'intérieur des couples, sont affectés mais aussi renforcés par la lutte. Comment la classe ouvrière impose sa noblesse et sa dignité.

Il est rarement rendu justice avec autant de justesse au monde ouvrier. Les prolétaires du film, hommes et femmes, sont d'une vérité totale – et les anglophones apprécieront le délicieux accent cockney des personnages, équivalent anglais de ce qu'a pu être en d'autres temps l'accent faubourien des ouvriers parisiens. Pas de rhétorique, juste la vie. Pas de grande complexité psychologique, des traits simples et humains, les difficultés de la vie, l'exigence de respect, les joies et les difficultés de la lutte, la victoire enfin.

Le générique de fin montre quelques images d'archives, et quelques interviews de ces jeunes femmes, plus de quarante ans plus tard. Fières de ce qu'elles ont fait. À juste titre.

● LAURENT LÉVY

À l'attention de Pierre Zarka et Alain Badiou

Chers Camarades,

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt le débat entre Pierre Zarka et Alain Badiou dans le numéro 100 de *Cerises*¹. Les questions posées concernent à l'évidence tous ceux qui se réclament du communisme qu'il soit «originaire» en France du PCF et de ses variantes au cours de l'histoire ou des diverses écoles trotskistes ou même pour ceux qui, comme moi, s'en sont séparés, et du trotskisme et du bolchevisme, pour devenir des **Communistes** pour l'**Autogestion généralisée**. (Voir le livre chez Syllepse : *Autogestion, hier, aujourd'hui, demain.*)

Ce débat tourne d'ailleurs autour de ce point, en posant la question du nom et de la référence du parti sans jamais, sauf allusion rare, prendre en charge le terme **Autogestion**, en rajoutant **généralisée**, dont le moins qu'on puisse dire est qu'il **contient dans son étymologie les références au «pour-soi» et à celle du pouvoir** qui sont les deux concepts dont vous demandez la référence avec juste raison. Quant à «**généralisée**» il exprime une double référence : celui de l'internationalisme et aussi celui du besoin stratégique pour se donner les moyens de gagner. Il est vrai que «De manière générale, la politique est un champ dans lequel il n'existe pas de vocable pur» et que les batailles de nom, qui ne sont rien moins que des batailles de symboles, risquent de passer pour des chamailleries très éloignées des besoins de notre époque.

Et pourtant si une chose exprime bien le projet et le programme c'est le nom d'une structure politique.

«Marx exprimait [...] le communisme comme une figure d'organisation de la collectivité, qui devait mettre fin à la séparation entre commandement et exécution, entre domination et dominé, cela au travers de la fin des rapports de classes. **Le communisme était l'organisation en commun de la décision.**» dit Badiou que je rejoins totalement sur cette question. On est dans le même registre avec l'autogestion.

Critique du Léninisme : «Il [Lénine] a utilisé l'outil qu'il avait forgé pour s'emparer

du pouvoir et détruire le pouvoir oppresseur précédent. Mais il s'est avéré que cet outil formidable pour la victoire ouvrière et populaire s'est révélé extraordinairement coercitif, très orienté vers sa propre perpétuation, vers son maintien, utilisant des méthodes de terreur prolongée. La séparation entre l'État et la société civile était maintenue et se perpétuait. Le mot communisme est encore collé à cette deuxième étape, à la victoire insurrectionnelle et à l'expérience douteuse, et plus que douteuse, contradictoire, absolument contradictoire, qui a été celle des États dits socialistes.

La première étape [première et deuxième internationale] avait été idéologiquement passionnante, elle avait rallié beaucoup de monde, mais elle avait été vaincue et écrasée. La deuxième étape [bolchevisme] a été capable d'emporter tactiquement des victoires mais a abandonné progressivement l'idée même qui animait les victoires.»

[Cette critique] est simple et parfaite même s'il est nécessaire de poser la question du savoir-faire face aux machines des États bourgeois.

Je profite de ce débat pour dire que **dans l'histoire de l'Autogestion, c'est-à-dire celle des conseils de producteurs, de soldats, de consommateurs et de citoyens et citoyennes**, la démocratie est consubstantielle. (Voir la Commune de Paris.) On aurait bien tort de laisser à la bourgeoisie la pro-

priété du concept de démocratie, même si ce concept est «bien corrompu», car il est aujourd'hui une puissante aspiration des peuples sur les cinq continents y compris l'Europe.

Je reprends les citations : «*En réalité, Marx dit qu'on ne peut pas utiliser l'État, s'en servir, qu'il faut détruire la machine d'État ; mais en un certain sens les bolcheviques ont remplacé la machine d'État par une autre qui était la fusion de l'État et du parti.*» Qu'est-ce qu'un parti qui peut fusionner avec l'État ? Ce n'est certainement pas un parti qui peut être fidèle à l'idée communiste du dépérissement de l'État.»

Parfait, mais pourquoi **toujours oublier** l'autre phrase de Marx dans le Manifeste qui suit celle-ci : «Les communistes ne forment pas un parti distinct opposé aux autres partis ouvriers. Ils n'ont point d'intérêts qui les séparent de l'ensemble du prolétariat.» à savoir : «Ils ne posent pas de principes particuliers sur lesquels ils voudraient modeler le mouvement ouvrier.»

Il s'agit bien là du refus d'un modèle (...// les principes particuliers//...) a priori. La notion de modèle est bien rejetée et plus encore le projet de «modeler» l'ensemble du prolétariat.

Merci encore pour ce débat riche.

● CLAUDE KOWAL

(1) Disponible sur www.cerisesenligne.fr/ Cette lettre a été adressée à la rédaction de *Cerises*.



Il ne faut pas prendre les enfants du Capital pour des canards boiteux

En 1997, un homme que tout le monde a oublié, Jean Gandois, avait démissionné du CNPF, organisation patronale qui allait se métamorphoser en MEDEF. Sans le connaître, le patron Gandois annonça que son successeur serait un « tueur » et marqua à la culotte Ernest-Antoine Sellière. Le baron fut alors baptisé *Nénesse-le-tueur* par *Le Canard Enchaîné*. Le règne des « killers », managers d'un type nouveau, était né. Il leur fallait tuer les RTT, le code du travail, les concurrents. Faire la guerre économique. Leur méthode ? S'affranchir de toutes les limites. Abolir les lois, saboter les réglementations sociales ou environnementales, contourner les fiscalités contraignantes, s'asseoir sur les contrats. Leurs outils ? Espionner, y compris illégalement, au nom de « l'intelligence économique » et de la protection des « actifs stratégiques et technologiques. ». Surveiller tous azimuts les salariés (badges, fichiers, contrôle des ordinateurs, intrusion dans la vie privée, accès aux comptes bancaires, écoutes, filatures...). Avec en prime

le cynisme et le mensonge. Ces Ben Ali du capital ont acquis un pouvoir presque absolu sur les individus. Ils affichent leurs chartes, leurs labels, leurs codes, leurs règles. Et repoussent toujours plus loin les limites de la loi commune, de l'immoralité, de l'inacceptable. Ils roulent leur monde dans la farine et portent les habits blancs de l'éthique, l'écharpe verte de l'environnement, la breloque de la

diversité... Ils sont les figures de proue de **l'entreprise totalitaire**, dont ils veulent faire un modèle pour la société.

Dans ce système, tous les coups sont permis. L'affaire des trois cadres de Renault licenciés pour faute lourde après avoir été accusés d'espionnage sans preuve, traités comme des truands, déshonorés publiquement par les dirigeants de Renault est à cet égard emblématique. Obsédés par la surveillance des marchés, de la concurrence et de la finance, ces dirigeants ont voulu enquêter eux-mêmes, sans passer par les autorités légales, s'interposant entre la loi et les salariés. Que le PDG surpayé du groupe automobile, Carlos Ghosn, déclarant au 20 h de TF1 avoir des « certitudes et des preuves multiples » à l'encontre de ces cadres, les ait licenciés et diffamés, ait menti à son personnel et au monde entier, que cet homme ne soit pas viré et condamné est la marque du pouvoir sans limites de l'oligarchie économique. Pour François Baroin, cette « fausse affaire d'espionnage » relève de l'« amateurisme ». Un amateurisme qui a consisté à mettre en place, sciemment et scientifiquement, via des éli-

tes passées jusqu'à Polytechnique, un système de contrôle, de pouvoir et de domination.

Renault canard boiteux ? Ces pratiques managériales ne sont pas accidentelles. Selon des informations révélées en avril 2009 par *Mediapart*, EDF a fait surveiller, par l'intermédiaire de deux responsables de sa sécurité, l'association écolo et antinucléaire Greenpeace. L'électricien aurait mandaté Kargus Consultants pour des missions « *d'appui opérationnel à la veille stratégique sur les modes d'action des organisations écologistes.* » L'officine sous-traitante se serait tournée vers un informaticien, qui aurait piraté l'ordinateur de Greenpeace. Selon *Mediapart* du 4 septembre 2010, le procureur de Nanterre, a signé, le 30 août, un réquisitoire au terme duquel le magistrat réclame le renvoi devant le tribunal correctionnel, en tant que personne morale, du géant énergétique français, ainsi que celui de deux anciens hauts responsables de son département sécurité, poursuivis pour

« *atteinte à un système automatisé de données.* »

Les groupes du CAC 40 seraient-ils seuls ? La PME Taser a rémunéré l'officine privée Dussaucy pour enquêter sur Olivier Besancenot, après que celui-ci ait remis en cause en 2007 le caractère « non légal » du pistolet à impulsions électriques. Selon *Le Nouvel Observateur* (1^{er} déc. 2008), un rapport d'enquête a été découvert par la police au siège de SMP Techno-

logies-Taser France, ainsi qu'une clé USB contenant des photos de filature du leader d'extrême gauche et de sa campagne.

Last but not least : le groupe SUEZ, oie blanche du capital, mais impliquée dans l'Électragate. Le géant énergétique, actionnaire majoritaire d'Electrabel, a été reconnu coupable de « hacking » pour avoir tenté d'espionner en 2004 un salarié d'Electrabel (*Le Soir* - 09 janvier 2008). La Chambre du Conseil de Bruxelles a estimé qu'une infraction était établie et qu'Electrabel avait bien été mise sur écoute illicite. Fin 2007, le parquet de Bruxelles avait réclamé le renvoi en correctionnelle du n° 2 du groupe énergétique, ainsi que de Patrick Quart, conseiller personnel pour la justice de Sarkozy, à l'époque secrétaire général de SUEZ.

Ces barbouzeries, auparavant, se passaient entre États. Elles sont maintenant à la portée de n'importe quel groupe. Il est bien temps de mettre fin au règne de ces killers.

● LE CANARD MASQUÉ

